

N° 5144⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la lutte contre le chômage social

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
RELATIF A L'AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

(5.4.2004)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en séance plénière après avoir consulté ses ressortissants oeuvrant dans le domaine horticole.

Le projet sous avis a pour objet de réglementer les activités des initiatives en faveur de l'emploi qui encadrent par le biais d'une formation professionnelle spécifique des personnes éloignées du marché du travail en vue d'accroître leur employabilité. Ainsi il est proposé dans le présent projet

- de donner une assise définitive aux initiatives pour l'emploi;
- d'accroître l'efficacité sur le marché de l'emploi par la coordination de leur développement;
- d'en renforcer l'efficacité sociale;
- d'en élargir le champ d'application aux entreprises du secteur concurrentiel;
- d'en augmenter la transparence financière.

La Chambre d'Agriculture tient à signaler d'emblée qu'elle fait siennes les réflexions soulevées par la Chambre des Métiers et les suggestions faites par la Chambre de Commerce dans leurs respectifs avis sur le projet de loi dont est question.

Dans le présent avis la Chambre d'Agriculture se limite à exposer la situation particulière du secteur horticole, notamment des entreprises qui oeuvrent dans le domaine de la création et de la maintenance des espaces verts, face aux initiatives en faveur de l'emploi qui se consacrent également dans une large mesure aux travaux horticoles.

Avec le lancement d'une formation moderne et efficace dans le domaine horticole il y a une quinzaine d'années, l'horticulture luxembourgeoise a connu un brillant essor avec la création de nombreuses entreprises qui oeuvrent dans le domaine de la création et de la maintenance des espaces verts pour le compte de personnes privées, de communes et de l'Etat et qui sont créatrices d'un grand nombre d'emplois.

Depuis quelques années et plus précisément depuis l'entrée en vigueur du plan national en faveur de l'emploi, les organisations salariales ont créé des initiatives en faveur de l'emploi qui travaillent également dans le domaine des espaces verts et qui sont devenues des concurrents sérieux pour les entreprises traditionnelles. En effet, une grande part du marché a été prise par les initiatives pour l'emploi, alors qu'à l'origine celles-ci devaient se consacrer aux secteurs non couverts voire délaissés par le marché.

C'est ainsi par exemple que deux projets d'une envergure exceptionnelle comme l'aménagement des espaces verts de l'autoroute de Sarrebruck et de la route du Nord ont été attribués par l'Etat en grande partie à des initiatives pour l'emploi.

Mais également sur le marché concurrentiel, les entreprises traditionnelles ont perdu des parts de marché au profit des initiatives pour l'emploi dont l'offre est plus avantageuse. En effet, le coût des

travaux, dont la plus grande part est celui de la main-d'œuvre, n'a pas besoin d'être couvert par le prix proposé vu le cofinancement dans une large mesure par l'Etat.

S'ajoute à cela que les initiatives pour l'emploi sont organisées sous la forme d'associations sans but lucratif et de ce fait, elles ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Ainsi, on se trouve dans une situation de concurrence déloyale qui aurait pu être évitée, si dès le départ on avait précisé le champ d'application des initiatives pour l'emploi, à savoir les travaux non couverts voire délaissés par le marché.

Si le but des initiatives pour l'emploi consiste à insérer ou à réinsérer des demandeurs d'emploi sur le marché du travail, force est de constater que les statistiques qui renseignent sur le résultat des initiatives n'ont jusqu'à présent jamais été publiées. Il serait pourtant intéressant de pouvoir constater le succès des initiatives pour l'emploi, vu les moyens financiers qui y sont investis. Dans le secteur agricole on a l'habitude du contrôle sévère car toute mesure susceptible d'être subventionnée ou primée doit répondre au respect de nombreuses conditions. En cas de non-respect, des sanctions sont appliquées et les primes et soutiens sont réduits.

Le projet de loi sous examen ne donne pas satisfaction au secteur horticole dans la mesure où le problème de la concurrence déloyale ne sera pas résolu. D'autre part, il est prévu que la coordination entre l'ensemble des acteurs concernés incombe au comité de suivi et au comité permanent pour l'emploi. Or, le secteur horticole n'y est pas représenté, alors que les initiatives pour l'emploi se consacrent dans une très large mesure à des travaux qui relèvent du secteur horticole. La Chambre d'Agriculture ne peut admettre que le comité permanent pour l'emploi décide que des travaux de création et d'entretien des espaces verts sont à considérer comme activités économiques et travaux non satisfaits par le marché concurrentiel, alors que les entreprises traditionnelles oeuvrant dans ce domaine ne sont même pas consultées. Il va sans dire que par cette façon de procéder les conflits vont s'agrandir.

La Chambre d'Agriculture est d'avis que le champ d'application des initiatives pour l'emploi doit se limiter aux travaux délaissés par l'économie sans troubler les activités des entreprises traditionnelles. Pour ce faire, il y a lieu de fixer le champ d'application par des dispositions réglementaires.

La Chambre d'Agriculture rappelle qu'une convention dans ce sens a été conclue entre la Fédération horticole luxembourgeoise et l'Objectif plein emploi dans le but d'éviter que les activités des initiatives pour l'emploi relevant du OPE ne concurrencent les entreprises du marché traditionnel. Or pour qu'une collaboration efficace dans le cadre de la réalisation des projets dans le cadre d'un accord soit assurée, la Chambre d'Agriculture estime qu'un contrôle de l'application de telles dispositions s'impose. Le fait de fixer le champ d'application par règlement grand-ducal portera certainement une solution à ce problème.

Quant à l'amendement sur les marchés publics, la Chambre d'Agriculture est d'avis que sa mise en pratique est discriminatoire envers les entreprises traditionnelles et demande carrément de le retirer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH